

Explications et émancipation

Regards franco-allemands sur l'école d'aujourd'hui

Mats Goch*



L'école fait débat. On répète avec une régularité étonnante qu'elle est en crise, mais assez souvent, les hommes et femmes politiques se contentent de lancer des réformes « cosmétiques » qui visent à cacher la vraie crise de l'école. En France comme en Allemagne.

Zwischen Anpassung und Emanzipation

Die im 19. Jahrhundert in Frankreich und Deutschland institutionalisierte (Volks)schule in ihrer ursprünglichen Form ist tot. Ein Vergleich der unterschiedlichen Schultraditionen beider Länder und die Entstehungsgeschichte der gegenwärtigen Situation. Red.

L'école est avant tout une institution politique conçue pour être le creuset d'une identité partagée. Cette identité se compose d'une part d'une dimension collective, une volonté de vivre ensemble dans la société. D'autre part, la mission politique de l'école consiste également à former des individus autonomes et émancipés. La crise de l'école est d'autant plus profonde qu'elle concerne cette formation d'identité. L'institution scolaire fondée pendant la période des Lumières n'accomplit plus sa tâche : d'un lieu d'émancipation, elle est devenue un lieu de désintégration sociale.

L'école française et allemande, que l'on pourrait croire égalitaires, reproduisent en réalité les inégalités de la société bourgeoise. Le talent, l'intelligence, le fait d'être brillant, sont des facultés qui ne s'apprennent pas et dont on dispose uniquement en tant qu'« héritier » légitime de la culture bourgeoise. D'après les études de Pierre Bourdieu la reproduction d'une culture dite légitime à l'école favorise les enfants issus d'un milieu bourgeois. La distance existant entre cette culture « légitime » et les dispositions socio-culturelles de l'enfant,

constitue ce que Bourdieu appelle la distinction. On comprenait que le rêve d'une ascension sociale d'un grand-père simple agriculteur jusqu'au petit-fils président de la République (qu'incarrait l'exemple de Georges Pompidou, dont le grand-père était effectivement agriculteur dans un village du Cantal) était devenu utopique. Les instituteurs, eux-mêmes issus de la petite bourgeoisie, reproduisent à l'école la hiérarchie sociale sous la couverture de l'éducation dite républicaine. Les carrières scolaires sont donc très clairement des processus sociaux de sélection et d'élimination.

En même temps, il faut noter que l'échec scolaire qui semble être « programmé » dans ce système d'éducation, n'est nullement mis en relation avec cette reproduction d'une prétendue culture légitime. L'autorité de l'institution scolaire, mais également celle des enseignants, restent intactes. C'est l'enfant en tant qu'individu qui « échoue » face aux examens scolaires. Il est évident que contrairement à la mythologie républicaine, l'institution scolaire a été conçue dès le départ pour que le ratage d'un nombre significatif d'élèves ait lieu.

Même si la société divisée en trois classes conçue par Bourdieu est remplacée par une société pluraliste avec une multitude de groupes sociaux, elle ne perd rien de son actualité : Il semble que la situation s'est encore aggravée pour les plus défavorisés avec l'établissement de quartiers dont la majorité de la population vit à l'écart de la société. Il s'y ajoute une mise en avant du « savoir » dans les sociétés occidentales observée ces dernières décennies.

* Mats Goch est chargé d'affaires culturelles au Consulat général d'Allemagne à Bordeaux. Il a consacré son mémoire de fin d'études à la crise politique de l'école en France et en Allemagne.

Dans les deux pays, le constat est le même : l'école telle qu'elle a été fondée au 19^e siècle n'existe plus. Ce sont non seulement certaines réalités sociales qui ont changé, mais plus généralement, c'est la société qui a évolué de manière fondamentale. Où en sommes-nous avec nos vieilles traditions scolaires du 19^e siècle face à une société entièrement « numérisée » et orientée vers le secteur tertiaire ? Premier constat : l'école est une institution en retard. Elle ne réagit guère aux bouleversements socio-économiques des dernières décennies ; le savoir est devenu une marchandise et l'école fait partie de ceux qui distribuent ce savoir. Selon Bernard Stiegler, le savoir est désormais soumis à « l'efficacité la plus court-termiste qui soit » et concernant l'école, le critère d'une bonne formation devient « l'employabilité », c'est-à-dire l'exploitation du « savoir » sur le marché du travail.

A cette prédominance de l'économique dans le domaine éducatif s'associe l'absence d'un modèle culturel (*kulturelle Leitidee*) susceptible de guider la politique et la pratique de l'éducation. Il est tout à fait clair que les idées philosophiques qui avaient présidé à la fondation de l'école ont été oubliées.

Les discours autour de l'école et de son rôle dans la société ne font plus référence aux fondements de la République. L'école semble dorénavant être un lieu à but pragmatique, où chacun passe quelques années pour recevoir la dose « optimale » de savoir nécessaire pour s'intégrer au marché du travail.

Autre terme devenu populaire dans le débat sur les réformes de l'école, celui de compétences. Il est très souvent question des compétences qui devraient être transmises aux élèves. Le point qui pose problème dans ce type de discours, c'est que l'on confond les prétendues compétences d'une personne avec sa subjectivité. Dire que quelqu'un dispose ou pas de telle ou telle compétence ne devrait pas impliquer un jugement sur la personne en tant que sujet. Concrètement, les enseignants se trouvent alors devant des grilles d'évaluation avec lesquelles

ils sont censés déterminer les compétences de l'élève jusque dans le moindre détail. Par conséquent, l'enseignement cède la place à l'évaluation. La fonction de l'école ne serait donc plus de transmettre un certain savoir ou une certaine identité (tâche qu'elle accomplit tant bien que mal), mais de former des compétences.

Cet ensemble d'analyses contemporaines dessine un paysage scolaire qui semble avoir oublié ce qu'on avait formulé lors de « l'invention » de l'institution scolaire. Autour de l'année emblématique de 1789 s'est formée une pensée, en France et en Allemagne, qui définit l'école comme institution incontournable de l'Etat moderne. A la suite des Lumières et au cours du 19^e siècle, on a continué à former l'école dont les principes normatifs devraient se retrouver encore aujourd'hui dans la réalité scolaire.

Condorcet et Jules Ferry

« Offrir à tous les individus de l'espèce humaine les moyens de pouvoir à leurs besoins, d'assurer leur bien-être, de connaître et d'exercer leurs droits, d'entendre et de remplir leurs devoirs. » C'est par cette phrase que Nicolas de Condorcet commence son fameux *Rapport et projet de décret sur l'organisation de l'instruction publique* qu'il a présenté devant l'Assemblée nationale les 20 et 21 avril 1792. Condorcet tire une conséquence logique de l'éga-



Photo : collection privée

lité de droits obtenue pendant la période révolutionnaire : si l'accès au savoir n'est pas ouvert à tous, on entrera de nouveau dans le « despotisme de l'ignorance ». Seule une instruction générale et publique peut permettre de réaliser les libertés garanties par la loi. D'ailleurs, l'instruction exclut la

transmission de toute opinion politique, morale ou religieuse. Cette conception est le corollaire de la liberté d'opinion garantie par la Constitution, et c'est aussi pour cette raison que l'éducation publique doit se borner à l'instruction.

L'école gratuite, laïque et obligatoire de Jules Ferry se distingue de celle de Condorcet par le fait que le premier n'exclut pas l'éducation de l'instruction. Le nom de Jules Ferry est fortement associé à la fondation de l'école républicaine sous la Troisième République. C'est au cours de son mandat de député des Vosges qu'il rédige la Loi du 16 juin 1881 qui rend l'enseignement public gratuit et la Loi du 28 mars 1882 qui le rend obligatoire et laïc. Dans son fameux *Discours sur l'égalité d'éducation* du 10 avril 1880, Jules Ferry affirme que l'égalité d'éducation n'est pas une utopie. Pour lui, l'objectif général de la société est la compensation des inégalités données aux hommes par la nature. Il proclame en outre la nécessité de « faire disparaître la dernière, la plus redoutable des inégalités qui viennent de la naissance, l'inégalité d'éducation ».

Selon Ferry, l'école est avant tout une institution du peuple, dont la raison d'être est d'enseigner les valeurs républicaines. Elle exprime alors la volonté du peuple de vivre ensemble et elle est censée se référer à la science en tant que vérité indivisible et objective et à la morale en tant qu'éthique du quotidien.

Schiller et Humboldt

Cependant du côté allemand, Friedrich von Schiller demeure plus pessimiste quant à la Révolution de 1789. Il écrit dans une lettre du 13 juillet 1793 adressée au Prince Friedrich Christian von Schleswig-Holstein-Sonderburg-Augustenburg : « La tentative du peuple français de faire valoir ses droits humains sacrés et d'obtenir la liberté politique n'a produit que de l'impuissance et de l'indignité, et a catapulté non seulement ce peuple malheureux, mais aussi une grande partie de l'Europe et un siècle entier dans la barbarie et l'esclavage. » Cette citation per-

met de mieux comprendre que Schiller propose de passer tout d'abord par un processus d'éducation avant de lutter pour la liberté politique. Ses *Lettres sur l'éducation esthétique de l'homme* sont donc une œuvre-clé pour la compréhension de sa pensée. L'éducation s'inscrit chez Schiller dans une logique esthétique, ce qui lui permet de conclure :



Photo : collection privée

« C'est par la beauté que l'on s'achemine à la liberté. » A travers son recueil de lettres, il explique que l'art peut améliorer la chose politique. « L'apprentissage » de la beauté permet aux hommes de former leur caractère. Bref, « l'art est fils de la liberté ». Si le projet d'éducation esthétique de Schiller ne s'appuie pas sur une conception précise du vivre-ensemble, il est en revanche explicitement individuel, mettant l'homme au centre de l'analyse, « car, pour trancher enfin d'un seul coup, l'homme ne joue que là où dans la pleine acception de ce mot il est homme, et il n'est tout à fait homme que là où il joue ». A l'aide d'un modèle dualiste (état de nature contre état de raison), Schiller construit une anthropologie focalisée sur l'individu qui trouve son plus haut degré de perfection dans la beauté. Celle-ci est atteinte par le biais du « jeu ». La conception de l'éducation chez Schiller est alors détachée de la sphère politique.

Dans la tradition schillérienne, Wilhelm von Humboldt continue le chemin en focalisant sa conception éducative sur l'individualité. Humboldt est la référence incontournable de la pensée éducative allemande. Selon lui, le but principal de l'éducation est de permettre à l'homme de se manifester dans son soi et de réaliser son individualité. Il explique dans son *Essai sur les limites de l'action de l'Etat* : « Le vrai but de l'homme, non pas

celui que le penchant variable de chacun, mais celui que la raison éternellement immuable lui assigne, c'est le développement le plus large et le mieux proportionné de ses forces afin qu'elles forment un ensemble. Toutefois l'extension des forces humaines exige encore une autre condition qui se relie étroitement à la liberté ». Il continue en disant que l'art constitue la condition indispensable pour former l'individualité par la liberté. Par conséquent, l'éducation doit nécessairement être une éducation esthétique, comme elle l'a été déjà définie par Schiller. L'œuvre d'art permet d'activer les forces et les sens de l'homme, ce qui le rend capable de se libérer de toutes les contraintes.

Ces deux penseurs renoncent à toute définition politique de l'éducation. Ils se focalisent sur l'individu, qui constitue dorénavant le centre de l'éducation. La pensée de Schiller a permis de comprendre que le point de départ de la « tradition » allemande est tout autre que celui de la « tradition » française. C'est bien le développement de l'individu en tant que tel qui est au cœur de la pensée allemande de l'éducation. Au contraire, chez Condorcet et Ferry l'éducation sert à former une communauté politique avec des valeurs précises.

L'émancipation intellectuelle

La mission politique de l'institution scolaire se manifeste dans deux domaines. D'une part, elle consiste à former une identité commune, et de l'autre, elle devrait émanciper les individus ou plutôt les « citoyens de demain ». Dans son livre *Le maître ignorant. Cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*, Jacques Rancière développe l'argument que les leçons données par les professeurs servent avant tout à émanciper l'élève et à le faire se servir de sa propre intelligence. En retraçant le parcours du pédagogue français du 19^e siècle Joseph Jacotot,

Rancière montre qu'en réalité le savoir transmis par l'enseignant importe peu. En l'occurrence, il est beaucoup plus important de révéler chez l'enfant la capacité à apprendre par lui-même. Selon le récit de Rancière, la première question que Jacotot s'est posée est celle de savoir pourquoi l'enseignement avait toujours besoin d'explications. À l'époque (et aujourd'hui encore) les enfants apprennent des savoirs en se servant d'un manuel et en suivant les explications données par les professeurs sur ce qui est écrit dans le manuel. Jacotot met quant à lui en doute la nécessité des explications. Le maître savant qui instruit l'enfant ignorant ne crée qu'un être obéissant à l'autorité du savant. Le principe du maître est celui de l'abrutissement : il transmet ses connaissances en les adaptant aux capacités intellectuelles de l'enfant et en vérifiant si l'enfant a bien compris les explications. Il ne faut donc pas un maître explicateur, mais un maître émancipateur. Ce dernier doit tout simplement suivre cette formule : « on peut enseigner ce qu'on ignore si l'on émancipe l'élève, c'est-à-dire si on le contraint à user de sa propre intelligence ».

La centralité de l'école au sein des sociétés oblige à souligner sa mission politique. La perspective transnationale permet de comprendre la multitude d'aspects qui s'inscrit dans ce qu'on appelle l'émancipation intellectuelle. Pour répondre à la crise de l'école et plus précisément à celle de sa mission politique, la France et l'Allemagne auraient tout à gagner à repenser l'école à travers une perspective qui dépasse les frontières nationales.

Bibliographie

- Pierre Bourdieu, Jean-Claude Passeron, *Les héritiers. Les étudiants et la culture*. Minuit, Paris, 1964, 183 pages.
- Pierre Bourdieu, Jean-Claude Passeron, *La reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*. Minuit, Paris, 1970, 283 pages.
- Nicolas de Condorcet, *Cinq mémoires sur l'instruction publique. Présentation, notes, bibliographie et chronologie par Charles Coutel et Catherine Kintzler*. Flammarion, Paris, 1994, 380 pages.
- Jacques Rancière, *Le maître ignorant. Cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*. Fayard, Paris, 1987, 233 pages.
- Bernard Stiegler, *Etats de choc : Bêtise et savoir au 21^e siècle*. Mille et une nuits, Paris, 2012, 355 pages.